

*Initiatives ministérielles*

résistance, ce que le gouvernement fait à l'opposition jusqu'à ce qu'elle crie «assez, nous nous rendons!»

Ce supplice est une image qui illustre très bien le sort que le gouvernement réserve aux agriculteurs du Canada. Jour après jour, programme après programme, les agriculteurs sentent la pression que leur impose le gouvernement en dépit du fait qu'ils essaient de restructurer et de réorganiser le secteur agricole qu'ils ont mis 100 ans à édifier au Canada. Le gouvernement a un plan, on le voit se dessiner au fil des mesures infâmes qu'il prend. Il veut tout simplement remettre l'agriculture entre les mains des grandes entreprises de l'agro-alimentaire pour que ceux qui ont donné leur appui au libre-échange et ont contribué à sa caisse électorale trouvent leur compte. La politique agricole conservatrice est formulée selon les désirs de ceux qui ont les moyens de s'offrir les somptueux dîners où il faut se présenter en habit de soirée.

Toute une série de décisions prises depuis quelques années vont dans ce sens. Bien entendu, ce projet de loi constitue peut-être en soi l'un des meilleurs exemples d'attaque directe contre l'exploitation agricole familiale.

Il s'agit d'une attaque dirigée expressément contre les petits agriculteurs qui ont pu compter pendant des années sur diverses cultures et activités, mais qui ont besoin de liquidités, de savoir avec plus ou moins de certitude qu'ils disposeront de liquidités pour financer provisoirement l'achat de semences, la fertilisation du terrain et tous les préparatifs de la campagne agricole à venir. Voilà ce que fournissaient les versements anticipés de fonds. Ils assuraient chaque année une certaine stabilité, une certaine certitude et une certaine planification du cycle alimentaire.

Je conviens que les grandes entreprises agricoles des amis du ministre chargé des Céréales et des Oléagineux n'ont pas besoin de cela. Leurs entreprises ont leurs propres réserves et leurs propres trésors. Comme ils n'ont pas essentiellement besoin des paiements anticipés, autant les supprimer. Pourquoi garder un programme qui n'est pas utile à ses amis, après tout. Pourquoi faire quelque chose qui a des répercussions socio-

économiques, mais qui ne sert à rien dans son petit univers, qui ne sert à rien à sa petite clique?

Nous avons un gouvernement qui ne gouverne pas pour l'ensemble des Canadiens mais pour une petite élite et qui ne s'intéresse pas au reste d'entre nous. Nous sommes des exilés dans notre propre pays. Nous faisons tout simplement partie d'une grande majorité oubliée qui n'a pas le sentiment d'avoir accès au gouvernement central ni de pouvoir communiquer avec lui.

Monsieur le Président, vous pouvez imaginer les troubles digestifs qu'éprouvent à l'heure actuelle les ministres d'en face, maintenant qu'ils se rendent compte tout à coup que leurs petites machinations sont en fin de compte exposées au grand jour. Nous commençons enfin à voir le plan d'ensemble du gouvernement, qui est de révolutionner et de radicaliser le système agricole canadien au moyen de tout un éventail de mesures. Ce projet de loi n'est qu'un autre coup porté aux petits agriculteurs du Canada, selon la nouvelle stratégie.

• (1620)

J'attire votre attention sur les différentes mesures que le gouvernement a prises: la hausse substantielle du tarif-marchandises, l'annulation des expéditions de grain à Churchill, le misérable programme d'aide aux victimes de la sécheresse en vertu duquel de nombreux agriculteurs n'ont encore rien reçu ou n'ont obtenu que des paiements partiels, l'annulation de certains programmes de stabilisation et les graves problèmes commerciaux, que j'aborde au jour le jour.

L'agriculture canadienne est axée sur les exportations, ce dont nous sommes fiers. Notre agriculture était en tête des marchés d'exportation et a fait la richesse de tous les Canadiens au cours des années, des citoyens comme des agriculteurs.

C'est peut-être le secteur qui s'est montré le plus vulnérable, le plus susceptible d'être victime du coup très dur qui lui est asséné. Regardez ce qui s'est passé. Le ministre d'état (Céréales) ne pouvait attendre que l'encre sèche sur l'Accord de libre-échange avant de retirer l'avoine du contrôle de la Commission canadienne du blé. La hâte avec laquelle il a agi n'était même pas polie. Elle manquait de décence. Il pouvait à peine contenir sa joie lorsqu'il s'est précipité immédiatement pour saper l'autorité de la Commission dans ce secteur crucial.